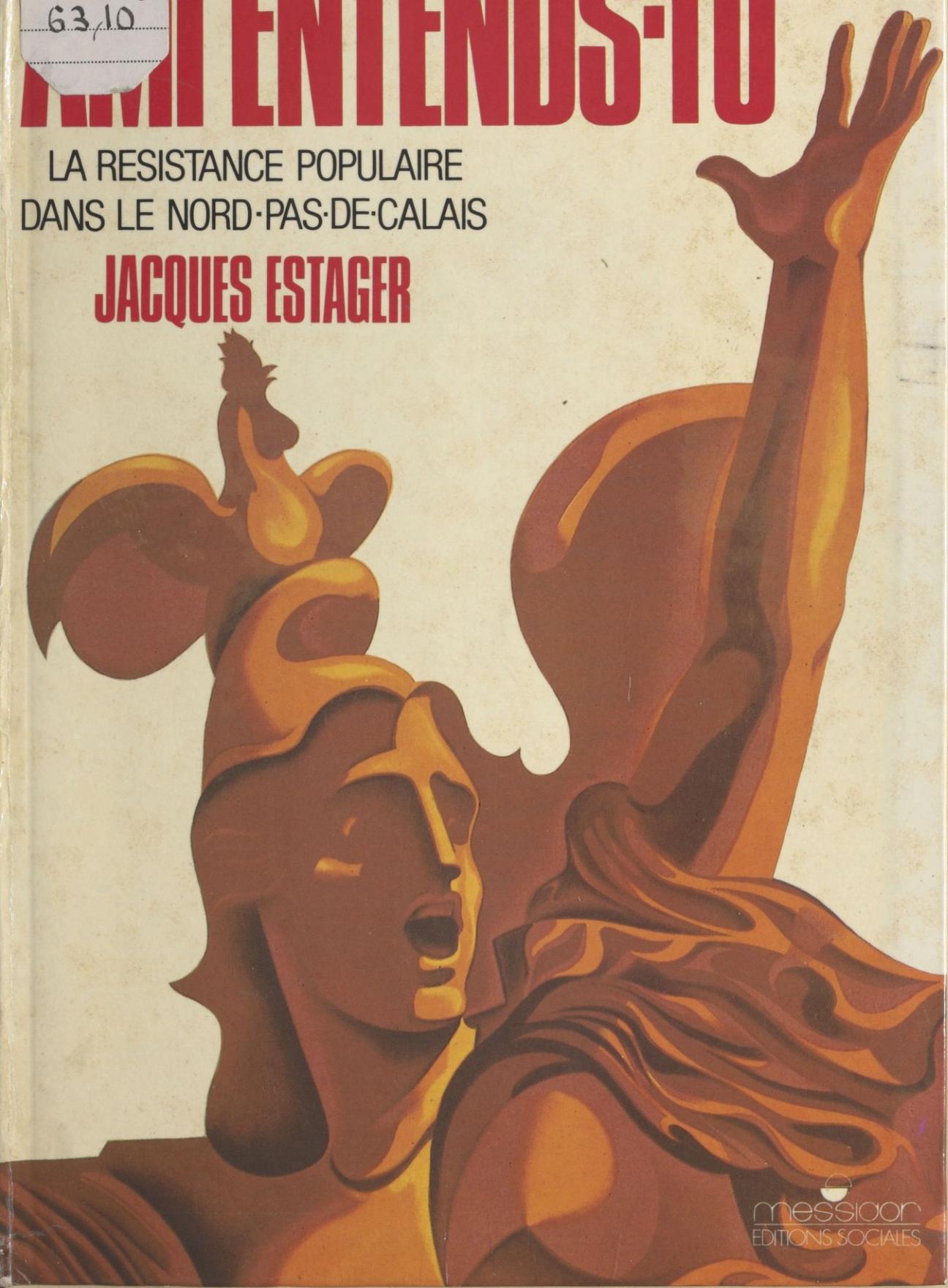


4<sup>e</sup> L<sup>h</sup>  
63,10

# ENTENDS-TU

LA RESISTANCE POPULAIRE  
DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

JACQUES ESTAGER



messidor  
EDITIONS SOCIALES

LK<sup>H</sup> P de C  
Lb<sup>58</sup>

15-16

**Ami,entends~tu...**

H<sup>o</sup> LK<sup>H</sup> Nord

6310

# AMII,

Jacques Estager

93

# ENTENDS- TU...

15-16

01-06-10-1986-27142



© Messidor/Éditions sociales, Paris 1986  
ISBN 2-209-05837-6

**A**mi entends-tu... la résistance populaire dans le Nord-Pas-de-Calais est consacré à l'une des périodes les plus sombres de notre histoire nationale, celle de l'occupation nazie de 1940 à 1944. Écrasée par un vainqueur acharné à détruire toutes les valeurs humaines, trahie par un vieillard ambitieux dont la gloire militaire cachait depuis longtemps la complicité avec les forces fascisantes de notre pays, la France allait-elle sombrer dans la soumission, renier ses traditions de liberté ainsi que tout l'héritage progressiste et humaniste de son histoire ? C'est des couches profondes du peuple et en premier lieu de la classe ouvrière qu'est venue la réponse.

Le Nord-Pas-de-Calais est précisément une région témoin qui montre à quel point la Résistance ne peut être séparée des clivages sociaux et politiques. C'est la logique de son combat de classe et sa tradition antifasciste qui conduisirent la classe ouvrière à se dresser contre l'occupant et ses serviteurs français. Partant de là le livre de Jacques Estager montre toute la dimension qu'a prise dans le combat national la Résistance populaire animée par les communistes et les formes multiples qu'elle a revêtues.

Ce faisant, il donne de la Résistance une image infiniment plus riche, plus complexe et plus vraie que les interprétations réductrices qui en font la somme d'engagements individuels ou l'action de réseaux spécialisés et d'agents secrets. Il replace en pleine lumière le rôle de ces milliers d'hommes et de femmes qui surent combattre et parfois mourir et qui demeurent le plus souvent exclus de l'histoire officielle. Il est un hommage à la classe ouvrière du Nord et du Pas-de-Calais, à ses héros et à ses martyrs. Hommage aux populations de cette « zone interdite » où l'occupation a pris, dès le début, un caractère particulièrement brutal et sanglant.

A l'heure où des campagnes de falsification s'efforcent de mettre en cause l'enracinement national du Parti communiste et tentent d'effacer son rôle dans la lutte pour la libération de la France, ce livre répond par des faits, des documents, des dates, que nul ne peut récuser. A toutes les questions, il apporte des réponses sans équivoque, en même temps qu'il replace sur la scène historique l'acteur principal du combat pour la liberté et l'indépendance : notre peuple. Par la masse d'informations et de témoignages qu'il apporte, cet ouvrage, résultat d'un vaste travail de recherche, est une importante contribution à l'histoire du mouvement ouvrier et à l'histoire de la Résistance française.

*Danielle Allasonnière, Gustave Ansart, Rémy Auchédé, Marcel Barrois, Jean-Jacques Barthe, Jean-Luc Becart, Alain Bocquet, Isabelle Clayes, Jeanne Colette, Albert Deboschère, Michel Defrance, François Dumez, Gino Ferrari, Henri Fiévez, Jean-Marie Fossier, Victor Foulon, Émilienne Galicier, Auguste Gillot (membre du Conseil national de la Résistance), Georges Hage, Jean Jarosz, Albert Maton, Jacques Milhau, Gaston Plissonnier, Arthur Ramette, Ivan Renar, colonel Rol-Tanguy, Eugène Thiémé (colonel Michel des Forces françaises de l'intérieur), Madeleine Vincent, Georges Wallers (ancien commandant des FTP de l'inter-région Nord), Émile Wazny.*

Ami entends-tu  
Le vol noir des corbeaux  
sur nos plaines

Ami entends-tu  
Les cris sourds du pays  
qu'on enchaîne

Ohé ! Partisans  
Ouvriers et paysans  
C'est l'alarme

Ce soir l'ennemi  
connaîtra le prix du sang  
et des larmes

*Le Chant des partisans*  
de Joseph Kessel et Maurice Druon

# Avant-propos

Ce livre est consacré à la Résistance populaire. Celle-ci n'est pas toute la Résistance. Mais elle en représente une composante essentielle dont la dimension est encore loin d'être reconnue à sa juste importance. La tendance à une personnalisation excessive de l'histoire a conduit trop souvent à limiter la Résistance à l'action d'hommes providentiels et de chefs inspirés. Notre propos est de replacer sur la scène historique et à sa vraie place celui qui fut l'acteur principal : le peuple.

Dans cette région du Nord-Pas-de-Calais qui fait l'objet de cette chronique des années 1940-1944 la Résistance populaire a été marquée par un fort contenu social, ce dont témoignent les grèves successives des mineurs, des ouvriers métallurgistes et des cheminots. Ces grèves contribuèrent fortement à donner à la Résistance une large assise populaire. Elles furent l'œuvre d'un mouvement syndical clandestin animé par les communistes et qui prit un remarquable développement. La conception d'une Résistance de masse mise en œuvre par le Parti communiste français devait également trouver son aboutissement dans ce grand mouvement unificateur que fut le Front national de lutte pour la libération de la France avec son organisation militaire : les Francs-tireurs et partisans français. Ce livre retrace la naissance et le long cheminement de cette Résistance populaire des premières semaines de l'occupation aux journées de la Libération. Il publie un certain nombre de témoignages de résistants qui aident à comprendre ce que furent leur vie, leur combat, le sens de leur engagement. Nous en remercions les auteurs. Beaucoup de noms sont cités. D'autres n'apparaissent pas. C'est que les contraintes de l'édition nous ont imposé des limites, mais notre travail n'épuise pas le sujet. Il reste encore beaucoup à dire et à écrire. A travers ceux dont nous parlons, hommage est rendu aux acteurs connus et inconnus, aux héros entrés dans la légende comme à ceux qui s'acquittèrent des tâches les plus humbles, à la grande masse des obscurs et des sans-grades sans qui la Résistance n'aurait pas existé.

Ce livre témoigne pour tous.

# 1

DR.



L'ETE  
DE LA DEFAITE



*Scène de l'exode, 1940. DR.*



**P**remier juin 1940 : la bataille de Lille a pris fin depuis la veille. Les troupes allemandes célèbrent leur victoire par un défilé militaire au cœur de la capitale des Flandres. Des unités de fantassins débouchant de la rue Nationale se présentent au pas de parade sur la Grand-Place devant le général Woegner et son état-major qui se tiennent à hauteur de l'hôtel *Bellevue*. Quelques centaines d'habitants sont là sur les trottoirs, silencieux, le visage marqué par la fatigue et l'angoisse des nuits passées dans les caves sous les bombardements. Certains d'entre eux semblent revivre un cauchemar. Vingt-six ans plus tôt, le 15 octobre 1914, ils avaient vu les armées allemandes victorieuses, après six semaines de campagne, faire leur entrée dans Lille en flammes. Un quart de siècle plus tard, l'histoire semble se répéter, leur apportant pour la deuxième fois dans l'espace d'une vie le goût amer de la défaite et de l'occupation.

Pourtant les Lillois qui sont là, en ce premier jour de juin, n'en croient pas leurs yeux quand, succédant au cortège des vainqueurs, apparaissent des soldats français en armes auxquels un détachement de la *Wehrmacht* rend les honneurs. Ce sont les combattants de la « poche d'Haubourdin ». Le 25 mai, on leur a confié la mission de tenir au moins quatre jours dans la banlieue ouest de Lille et d'y fixer le maximum d'unités allemandes. Car depuis le 21 mai, déferlant de Saint-Quentin tout au long de la ligne de la Somme, les blindés de Guderian ont atteint Abbeville, enfermant dans une vaste souricière les armées alliées du Nord. Pour elles, un seul dégagement est possible : par la mer, à Dunkerque. Mais déjà l'étau se resserre sur cette ville. Le 23 mai, les blindés de Guderian remontent d'Abbeville vers le nord, atteignent la « ligne des canaux » dans le périmètre du grand Dunkerque. Venant du nord, les armées du général von Bock ne sont plus qu'à cinquante kilomètres. Le rideau défensif qui protège Dunkerque et le rembarquement des troupes alliées est faible. Il faut retarder le plus possible la marche des renforts allemands vers le littoral, si l'on veut évacuer vers l'Angleterre les 400 000 hommes, Anglais et Français, repliés dans la poche de Dunkerque. C'est la mission confiée à la première division d'infanterie motorisée du général Molinié, composée de six régiments nordistes dont le 43<sup>e</sup> qui se retranche à l'ouest de Lille selon la tactique du hérisson et qui bloque durant quatre jours d'importants effectifs allemands en marche vers Dunkerque. Le 31 mai, mission accomplie, le « réduit d'Haubourdin » capitule. Côté français, la bataille de Lille a coûté 3 000 morts. Toute la banlieue ouest de la ville témoigne de la violence des combats : rues encombrées de voitures calcinées, de tanks détruits, de canons éclatés, de chevaux éventrés pourrissant au soleil de juin. On s'est battu jusque dans Lille. Porte de Béthune, place de Tourcoing, rue Solférino, des immeubles sont éventrés par des obus. D'autres ont été incendiés. Des cadavres de soldats jonchent les rues.

À l'acharnement des défenseurs le vainqueur rend donc hommage ? Geste unique et isolé car, dès le lendemain, le général Woegner désavoué est relevé de son commandement par Hitler. Geste unique car, quelques jours plus tard, les Lillois comme toute la population du Nord-Pas-de-Calais apprennent les actes de

terreur et les crimes de guerre atroces dont s'est accompagnée l'invasion allemande. A Aubigny-en-Artois, le 22 mai, un soldat français isolé tire ses dernières cartouches. En représaille, les Allemands exécutent dans une carrière de la localité 73 civils dont 8 femmes, pour la plupart des réfugiés belges. Au pont du Gy, près d'Arras, quelques soldats français retranchés dans un grenier tirent sur les Panzers ; les Allemands s'emparent du hameau, exécutent tous les hommes, civils et militaires, et incendient les fermes. A Vaudelicourt, hameau de Berles-Monchel (Pas-de-Calais), 42 civils, pour la plupart des réfugiés, sont abattus.

Le 27 mai, à Courrières, où elle devait rencontrer la vigoureuse résistance des Marocains, une unité SS débusque les habitants réfugiés dans les caves. 54 civils sont abattus à la mitrailleuse. Le village est incendié. 700 maisons sur 1 000 sont détruites. Le même jour, dans la localité voisine d'Oignies, où quelques dizaines de soldats français tiennent fermement le pont sur la Deule, les Allemands se vengent sur la population civile. Ils fouillent les maisons et exécutent les hommes sur place sous le regard terrifié des familles. 11 mineurs polonais sont fusillés derrière le terril de la fosse 4. Au total, 70 civils sont massacrés dont plusieurs femmes. Comme à Courrières, le feu est mis aux maisons dont 300 seront détruites.

Des tirailleurs marocains et sénégalais faits prisonniers seront suppliciés puis exécutés. Un lieutenant anglais ligoté sur un fauteuil est brûlé vif. Une centaine de jeunes gens rescapés du massacre sont déportés dans des camps de prisonniers civils en Allemagne.

A Loos, fin mai, pendant la bataille de Lille, des cheminots sont abattus près de la gare. Non loin de là, à Emmerin, le 28 mai, des fantassins français retranchés dans le cimetière infligent des pertes sévères à une colonne allemande. 11 civils réfugiés dans une ferme sont pris en otages et fusillés dans le jardin. Le lendemain, 3 réfugiés belges, dont une femme, sont brûlés vifs dans une meule arrosée d'essence. A Seclin, le 28 mai, plusieurs habitants, dont un ancien combattant de la guerre 1914-1918, qui hébergeait un blessé français, sont abattus. A Noyelles-lès-Seclin, 11 civils dont un garçon de quinze ans sont fusillés. Le 28 mai, toujours, 13 civils sont fusillés à Ostricourt et 17 à Wahagnies.

474 civils sont ainsi massacrés en mai-juin 1940 dans le Nord-Pas-de-Calais aussi bien par les unités de la *Werhmacht* que par celles de la SS. Des milliers d'otages sont envoyés en Allemagne au titre de prisonniers civils. Tous ces faits sont rapidement connus de la population. Ils n'étonnent guère les gens du Nord que vingt années seulement séparent de la précédente occupation, marquée elle aussi par des prises d'otages, des arrestations, des déportations, des exécutions. Mais les atrocités du printemps 1940 dépassent en ampleur tout ce qu'on avait connu durant la Première Guerre mondiale. Elles apparaissent comme un avertissement signifiant que la nouvelle occupation risque d'être infiniment plus dure, plus cruelle, plus sanglante que la précédente. Elles rappellent que l'envahisseur allemand est aussi le fascisme hitlérien dont le monde connaît depuis son intervention en Espagne la folie sanguinaire. Le fait est ressenti avec acuité dès les

premières semaines de l'occupation par une classe ouvrière qui, sur cette terre d'invasion, témoigne d'un sentiment national très vif en même temps que, depuis 1934, elle a fait de l'antifascisme une dimension essentielle de son combat.

## Le retour de Martha

Le 4 juin 1940, venant de Bruxelles, dans une voiture pilotée par le chauffeur Pelayo, Martha Desrumeaux se présente au poste frontière du « Risquons tout » à Tourcoing. A vrai dire, tout se passe comme si la frontière n'existait plus. Le poste de douane est désert. Aucune force de police. Aucune présence allemande. C'est le chaos de l'invasion aggravé par l'exode d'une grande partie de la population. Dans la cohue des réfugiés belges qui commencent à refluer de France, Martha Desrumeaux passe inaperçue. Elle se rend chez Henri Colette dont la maison dans le quartier du « Risquons tout » est située entre les deux postes de contrôle, français et belge.

Depuis septembre 1939, Colette a la responsabilité avec sa fille Jeanne d'assurer le passage des militants qui effectuent la liaison Paris-Bruxelles et retour. Il est resté à son poste. Sa fille, Jeanne, qui a pris le chemin de l'exode rentrera vers le 10 juin. Martha l'avertit que Jacques Duclos qui séjourne clandestinement en Belgique depuis le 5 octobre 1939 rentre en France et franchira la frontière le surlendemain 6 juin. Elle lui demande de veiller à ce que tout se passe bien. Elle se rend ensuite à Templeuve, à quinze kilomètres de Lille, où elle demande à Janvier Courtecuisse, cultivateur, vieux militant du parti, d'héberger Jacques Duclos pour quelques jours. Pelayo passe la nuit à Templeuve. Le lendemain 5 juin, il retourne à Bruxelles. Le 6, il conduit sans encombre Jacques Duclos, accompagné de Maurice Tréand, de la capitale belge à la ferme Courtecuisse. Une deuxième voiture suit, avec à bord Eugène Fried, dit Clément, le délégué de l'Internationale communiste auprès du Parti communiste français. Duclos et Fried restent deux jours à Templeuve ; le temps pour Maurice Tréand d'effectuer une reconnaissance à Arras chez les Camphin, prochaine étape du retour vers Paris.

Le 4 juin, Martha Desrumeaux, elle, est à Lille qu'elle a quittée huit mois plus tôt. Depuis septembre 1939, en effet, elle dirigeait de Bruxelles la fédération du Nord du Parti communiste. Membre du Comité central jusqu'au Congrès d'Arles, non réélue à ce congrès en raison de ses fonctions syndicales à la direction de l'Union départementale CGT du Nord, elle est demeurée membre de fait de la direction. Dans les années 1935-1938, le parti lui a confié des responsabilités importantes dans le travail antifasciste : l'organisation de filières pour faire sortir d'Allemagne et entrer en France les antifascistes allemands persécutés par Hitler et en danger dans leur pays. Pareillement, elle est chargée d'organiser le passage de Belgique en France de tous les volontaires pour les Brigades internationales venant des pays nordiques, d'Angleterre, de Pologne et d'Europe centrale. Rassemblés à Bruxelles, il fallait

*Martha Desrumeaux et Arthur Ramette  
au congrès de Villeurbanne, janvier 1936.  
Archives Liberté.*





Arras, 24 mai 1940. DR.



Scène de l'exode. DR.



Arras, 24 mai 1940. DR.





*1<sup>er</sup> juin 1940, le général Woegner fait rendre les honneurs aux troupes françaises qui ont défendu Lille. DR.*



Joseph Hentges. Archives Liberté.

les aider à passer la frontière, leur procurer de faux papiers, les héberger dans des « planques », leur faire traverser la France pour gagner l'Espagne. Le travail antifasciste, Martha le connaît bien, et le travail clandestin, tout autant.

Aussi, après le décret de dissolution du PCF, c'est tout naturellement que le parti se tourne vers elle, en septembre-octobre 1939, pour lui confier l'organisation de la liaison Paris-Bruxelles, c'est-à-dire la liaison entre le groupe dirigeant clandestin resté à Paris (Frachon-Tillon-Péri) et le centre directionnel constitué par Jacques Duclos et Arthur Ramette dans la capitale belge où se trouvait également Eugène Fried.

De cette mission elle s'acquitte parfaitement. Pendant les huit mois de la « drôle de guerre », les liaisons fonctionnent sans accroc. Aucune arrestation ne sera opérée à la frontière. De Bruxelles, Martha Desrumeaux, en liaison avec Arthur Ramette, dirige la fédération du Nord, fait imprimer *l'Enchaîné* et le matériel de propagande qu'elle achemine en France par des filières qu'elle a organisées.

Mais l'accroc qui ne s'est pas produit à la frontière surviendra dans la capitale belge. Le dimanche 13 avril 1940 à Uccle, dans la banlieue de Bruxelles, la police perquisitionne au domicile des Laurent, au 122 de la rue Édith-Cawell. Les Laurent sont des militants communistes belges. Marinette Laurent fait la liaison entre Ramette et Duclos. Ce dimanche-là, Martha Desrumeaux et Alia Ramette sont venues boire le café chez Marinette. Les policiers contrôlent l'identité des personnes présentes. Ils s'aperçoivent que les cartes d'identité de Marie Mertens (Alia Ramette) née à Namur en 1909 et de Berthe Meunier (Martha Desrumeaux) née à Liège en 1905 sont fausses. L'une et l'autre seront condamnées à cinq semaines de prison pour usurpation d'identité. A l'échéance de leur peine, elles doivent être expulsées, c'est-à-dire livrées à la police française.

A leur libération, le 25 mai, Bruxelles est occupée par les Allemands. C'est le chaos de la défaite et de l'invasion. Personne ne s'intéresse à ces deux Françaises qui retrouvent à la fois la liberté et le contact avec le centre directionnel. Alia Ramette apprend qu'Arthur est parti pour Moscou, le 8 mai, avec Palmiro Togliatti et Raymond Guyot. Le 3 juin, elle rentre en France à Caudry où elle a laissé son fils. Martha retourne à Lille où elle est hébergée au domicile de deux institutrices communistes, rue Édouard-Delsalle. Jacques Duclos lui a laissé une directive essentielle : reprendre contact avec les militants dans la région, affirmer la présence du parti : « Il faut que les travailleurs sachent le plus vite possible, lui a-t-il dit, que le Parti communiste a résisté à la répression, qu'il est vivant, qu'il est à leurs côtés. » Clément n'a donné qu'un conseil : « Martha, tu dois faire reparaitre *l'Enchaîné*. C'est le meilleur moyen de regrouper les militants et d'affirmer la présence du parti. »

En ce début de juin, quels peuvent bien être les objectifs politiques du parti ? Duclos et Clément ignorent évidemment la démarche qu'au même moment Frachon effectue à Paris auprès du gouvernement français : six propositions pour défendre la capitale. Dans une situation aussi mouvante et alors que le Nord

Siméon Leroy. Archives Liberté.



est occupé, ils conseillent à Martha d'axer la propagande sur le thème : « Qui sont les responsables de la défaite ? Qui, sinon les hommes de Munich, ceux qui ont cherché avant tout la revanche sur le Front populaire, ceux qui au lieu de combattre Hitler ont combattu les communistes et démoralisé la nation. L'anticommunisme et l'antisoviétisme sont responsables des malheurs de la France. » Par ailleurs, de graves problèmes se posent dans la vie quotidienne. Il s'agit donc de défendre les revendications les plus vitales. Car les conséquences de la guerre, de l'invasion, des combats qui viennent de se livrer dans la région sont particulièrement lourdes.

## Un chaos généralisé

Le Nord et le Pas-de-Calais ont été le théâtre des combats les plus violents et les plus meurtriers de cette guerre. Villes bombardées où s'accumulent des ruines, voies de communication détruites, ponts sautés, centrales énergétiques mises hors d'usage ; aux destructions provoquées par les combats s'ajoutent celles effectuées par les armées française et anglaise en retraite.

Par ailleurs, l'invasion et l'idée qu'un front pourrait se stabiliser dans le Nord-Pas-de-Calais comme en 1914-1918 ont provoqué l'exode de la majorité de la population. A partir du 12 mai, le Nord a vu passer les réfugiés belges de la région de Liège, puis du Brabant. Les 16 et 17 mai, ce sont les populations du bassin de la Sambre qui, à leur tour, sont jetées sur les routes puis, le 18, celles du Valenciennois et du Douaisis. Les premiers partis, ceux qui disposaient de voitures ou avaient pu prendre les derniers trains, échappent à l'encerclement et peuvent gagner le centre et le sud de la France. Les plus nombreux, poussant des bicyclettes chargées de bagages ou des charrettes brinquebalantes où s'entassent les objets les plus hétéroclites, errent le long des routes en un interminable et pitoyable cortège. Foule s'enchevêtrant avec les colonnes de militaires en retraite et terrorisée par les piqués des Stukas dotés de sirènes hurlantes qui ajoutent à l'effet de panique des bombardements. Pendant des jours et des jours, ces populations désemparées vont sans but précis, fuyant un ennemi qui se trouve partout et nulle part, tournant en rond dans la gigantesque nasse fermée sur la Somme par les Panzers allemands. Quant aux villes désertées par les habitants, elles sont réoccupées par les vagues successives des réfugiés de passage, belges en particulier, transitant et s'abritant pour une nuit dans les maisons abandonnées.

Quand ces centaines de milliers d'errants rentrent chez eux, au début de juin, c'est pour retrouver des maisons ouvertes à tous les vents, bien souvent pillées, des villes mortes, sans eau, sans gaz, sans électricité et sans services publics. La désertion de nombreux maires et de leur municipalité, le départ des administrations transforment les cités en une *terra nullius* où toute vie sociale et publique a disparu, où c'est le chacun pour soi de la lutte pour l'existence. Car, plus grave encore que la défection des



Scène de l'exode. DR.

Fernand Carles, préfet régional du Nord-Pas-de-Calais de 1940 à 1944. DR.



services publics est la fermeture des magasins d'alimentation : boulangeries, épiceries, boucheries. Le ravitaillement pose alors des problèmes insolubles. Rideaux de fer baissés ou grilles verrouillées, la plupart des commerçants sont partis. Les boulangers restés sur place ne reçoivent plus de farine. Dans cet univers chaotique, manger, trouver la nourriture quotidienne, devient l'unique préoccupation. Rapidement, on en vient à défoncer les portes des magasins, le pillage étant le seul moyen de trouver des vivres.

Début juin, le préfet Carles avait annoncé que « toute personne prise en flagrant délit de pillage serait passée par les armes », mais il n'avait pas plus le moyen d'appliquer ce décret que d'assurer le ravitaillement de la population. C'est vers la mi-juin que les autorités d'occupation commencent à réprimer le pillage, cependant qu'un semblant d'organisation des pouvoirs publics apparaît. Dans les grandes villes, l'armée allemande effectue la distribution de pain et de soupe et les scènes sont abondamment filmées par les équipes de la *Propagandastaffel*.

La capitale des Flandres reflète assez bien ce qu'est la vie dans le Nord-Pas-de-Calais en ce mois de juin 1940. Au début du mois, Lille ne compte plus que 20 000 habitants sur 200 000 mais 60 000 réfugiés belges ont occupé les maisons abandonnées par ceux qui ont fui sur les routes. Coupée fin mai l'eau courante revient le 4 juin, l'électricité le 11 et le gaz seulement à la fin du mois. Un premier tramway fonctionnera le 27 juin sur la ligne 1. La poste ne commencera à prendre le courrier que début juillet. Le téléphone ne sera pas en service avant septembre. Avant de se retirer, les unités françaises et anglaises ont dynamité les centraux Boitelle, Faidherbe et Liberté. Pendant tout le mois, le pain fait défaut. On distribue au début de juin 300 grammes par personne dans les commissariats. Mais rapidement la farine manque. Dans cette situation de pénurie, les prix des produits alimentaires augmentent du double et du triple. La carte de pain est instituée le 20 juin. Elle ne sera supprimée qu'à la fin de 1948. En juillet, c'est le tour de la carte de lait, de charbon, puis le 10 août de la carte de denrées alimentaires. Peu à peu, tous les produits alimentaires et industriels sont contingentés.

La misère est grande dans ce premier été d'occupation. Fin mai, nombre d'industriels sont partis sans payer les ouvriers. En juin-juillet, les usines sont fermées. Les ouvriers au chômage n'ont ni salaire ni indemnité. La plupart des fonctionnaires ne peuvent recevoir leur traitement. Il y a pénurie d'argent. La trésorerie publique et les encaisses des banques ont été évacuées. Fin mai, le préfet du Nord demande au gouvernement un envoi d'argent pour la région Nord encerclée par l'avance allemande. Des millions sont entassés dans deux avions Glenn Martin, mais par méprise la DCA anglaise les abat à leur approche de Lille. Des centaines de milliers de billets de banque s'envolent au-dessus de la campagne. La préfecture ne récupérera que 240 000 francs. Ouvriers sans salaire, fonctionnaires sans traitement, familles sans ravitaillement, c'est la réalité de la région en ce mois de juin 1940. Après les affres de l'évacuation et le traumatisme de la défaite, tout

Place-Royale à Bruxelles, l'immeuble qui de 1940 à 1944 abrita le Haut Commandement allemand pour la Belgique et le Nord de la France. DR.



Le général von Falkenhausen, commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France. DR.



un peuple se trouve aux prises avec les difficultés souvent insurmontables de la vie quotidienne.

## Le Nord-Pas-de-Calais, zone interdite

Ces difficultés sont très vite accentuées par le régime d'occupation imposé à la région. Le 15 juin 1940, les Allemands installent à Lille, sous le commandement du général Niehoff, l'*Oberfeldkommandantur 670* (OFK 670) dont la juridiction s'étend sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais. Le 17 juin, l'OFK 670 est intégrée au Haut Commandement militaire installé à Bruxelles. Ce statut est maintenu après l'armistice. La région Nord n'est pas rattachée au Commandement militaire pour la France occupée siégeant à Paris. L'OFK 670 reste subordonnée au *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich*, le général von Falkenhausen. Ce dernier devient seul compétent dans ce territoire français pour légiférer par ordonnance, accepter ou refuser les décrets de Vichy, agréer ou refuser les nominations de fonctionnaires. Car la puissance occupante renonce à l'administration directe du pays. Elle estime plus commode de passer par l'intermédiaire des rouages français. Préfets et sous-préfets ainsi que toutes les autorités administratives et de police restent en place sous la tutelle vigilante de l'occupant.

Le régime d'occupation mis en place s'aggrave lorsque, le 7 juillet, prétextant les nécessités qu'entraîne la poursuite de la guerre contre l'Angleterre, les Allemands décrètent la région « zone interdite » dont les limites sont au nord la frontière belge et au sud la ligne de la Somme. Le Nord-Pas-de-Calais, une partie de la Somme et de l'Aisne sont coupés du reste de la France. La ligne de la Somme devient ainsi une véritable frontière strictement surveillée. On ne peut la franchir que sur autorisation des *Kommandantur* qui délivrent à cette fin des laissez-passer : les *Ausweiss*. Jusqu'à la fin de 1941, ces autorisations ne seront attribuées qu'en très petit nombre. D'autant que, dans les premiers temps, le trafic ferroviaire et routier est coupé ainsi que les liaisons téléphoniques. La plupart des familles qui avaient fui le Nord-Pas-de-Calais en mai 1940 ne pourront rentrer qu'à partir de l'automne 1941. Au sein de la zone interdite, la région côtière de Dunkerque, Calais, Boulogne est déclarée « zone rouge ».

Le sort ainsi réservé au Nord-Pas-de-Calais conduit la population à redouter des visées annexionistes. D'autant que le général Niehoff, officier de caste, arrogant et hautain, se comporte sous l'autorité suprême de von Falkenhausen en *Gauleiter*, traitant cette région comme un protectorat allemand. A Lille, l'OFK 670 est installée au palais de la Bourse. Elle aura pour chef le général Niehoff jusqu'en 1943, puis le général Daser et le général Bertram. Sous les ordres de l'OFK 670, la *Feldkommandantur 678* (FK 678) installée à Arras exerce sa juridiction sur tout le Pas-de-Calais. Deux FK sont mises en place dans le Nord. L'une, la FK 569,



Le général Karl Niehoff, chef de l'*Oberfeldkommandantur 670* de Lille, de 1940 à 1943. DR.

11  
50 cent.

**LA CROIX - LA DEPECHE**  
**GRAND ECHO - LE REVEIL**  
**JOURNAL DE ROUBAIX**  
Bulletin quotidien d'informations régionales

*La presse du Nord au service de l'occupant. Archives Liberté.*



*Jeanne Colette. Archives Liberté.*



*Henri Fiévez. Archives Liberté.*



*Félix Cadras. Archives Liberté.*



*Jacques Duclos rend visite à Janvier Courtcuissse après la Libération. Archives Liberté.*



*René Lemaire. Archives Liberté.*



*Joseph Bouillez. Archives Liberté.*



*Paul Dubois. Archives Liberté.*



*Julien Hapiot. Archives Liberté.*



*Gustave Casier dans les années soixante.  
Archives Liberté.*



Henri Colette. Archives Liberté.

siège à Lille à l'annexe de la préfecture et couvre l'arrondissement de Lille et la Flandre intérieure. L'autre, la FK 606, siège à Valenciennes et couvre les arrondissements de Valenciennes, Douai, Cambrai et Avesnes. Ce système est complété par des *Kreiskommandantur* (KK) dans chaque arrondissement et des *Ortskommandantur* dans chaque ville importante. Ces *Kommandantur* à tous les échelons ajoutent à leurs compétences militaires le contrôle de l'administration française, de la police et de la justice. Elles exercent une surveillance sur l'opinion, sur toutes les manifestations de la vie associative. Elles ont autorité pour instaurer des tribunaux et des conseils de guerre chargés de juger les opposants et les résistants. Enfin, elles exercent un contrôle serré de la vie économique.

A cette fin, l'activité industrielle et commerciale est placée sous la direction des « comités d'organisation » et des « offices de répartition » (*Warenstellen*) nommés par l'OFK 670 et supervisés par Bruxelles. Par ce biais, l'occupant contrôle l'industrie régionale, la commercialisation et l'échange. Cette mainmise sur la vie économique va lui permettre un pillage en règle des richesses de la région. En 1941, la totalité des locomotives fabriquées par Fives-Cail, 75 % de la laine et du lin, 30 % du coton, de grosses quantités de charbon sont expédiées outre-Rhin. Dans le même temps, la cessation de tout échange commercial avec le reste de la France renforce l'isolement de cette « zone interdite ». En revanche, le contrôle douanier avec la Belgique suspendu en juin 1940 ne sera rétabli qu'en 1941. Mais il ne s'appliquera pas aux véhicules allemands, ce qui sera la source d'un intense trafic de marchandises organisé par les gros bonnets du marché noir et leurs émules allemands.

## L'état d'esprit des populations

En isolant le Nord-Pas-de-Calais, l'occupant ne fait qu'aviver le sentiment anti-allemand de la population.

En mai, l'évacuation avait été un phénomène massif et généralisé. Les administrations et un certain nombre d'entreprises travaillant pour la défense nationale qui avaient reçu l'ordre de se replier avaient donné le signal d'une vague de départ. Mais le souvenir de l'occupation vécue vingt-cinq ans plus tôt, présent dans la mémoire de toute une génération, avait incité de très nombreuses familles à tout quitter. Sans doute l'armistice du 22 juin est-il accueilli avec un certain soulagement par ces foules qui, des semaines durant, ont cherché en vain à fuir la zone des combats et l'envahisseur. L'ampleur et la rapidité du désastre ont causé un traumatisme profond, semé le désarroi dans les esprits, la stupeur et souvent une grande détresse. La fin des combats éloigne, provisoirement du moins, la peur, la mort, le calvaire de ces réfugiés épuisés par la fatigue. Mais le soulagement instinctif qui accueille l'armistice n'efface pas un sentiment national avivé par la dureté du régime d'occupation. Ce sentiment s'exprime par une grande réserve à l'égard de l'occupant et de ses initiatives, et

par une réserve tout aussi grande à l'égard de Pétain et, un peu plus tard, de son régime. A peine l'armistice est-il conclu que la population dans sa grande masse met ses espoirs dans une victoire de l'Angleterre comme elle les mettra, dix mois plus tard, dans une victoire de la Russie soviétique. Durant tout le mois de juin, profitant de la désorganisation générale, nombreux sont les habitants qui hébergent et cachent des soldats français et anglais pour leur éviter la captivité, qui leur fournissent des habits civils et les aident à quitter la zone interdite.

## Le pétainisme, le patronat, l'Église

Dans les premières semaines, l'occupant tente un effort de séduction à l'adresse du monde ouvrier. Il cherche un soutien populaire dans la mesure même où il est persuadé que la bourgeoisie française est toujours germanophobe. Habile à manier la démagogie sociale, le nazisme voudrait faire croire que « le national-socialisme, c'est aussi le socialisme ». Un an plus tard, le philosophe communiste Georges Politzer répondra par son pamphlet : *Non ! Le national-socialisme n'est pas le socialisme*. Pour l'heure, le « non » du monde ouvrier s'exprime par les distances prises avec l'occupant et le refus de toute collaboration. L'étranglement de la république à Vichy, le 10 juillet 1940, et l'instauration du régime totalitaire du maréchal Pétain confirmeront la classe ouvrière dans son attitude. Mais deux forces sociales vont jouer à fond, elles, le jeu du pétainisme : le patronat et l'église.

L'ébranlement social de mai-juin 1936 avait été ressenti par le patronat comme la plus grave menace jamais apparue contre l'ordre établi. Pierre Thiriez, président de la Chambre de commerce de Lille au moment de l'armistice, écrivait en juin 1936 : « L'ampleur et le caractère des grèves témoignent que s'est livrée une vaste bataille sociale, d'allure révolutionnaire, au cours de laquelle les masses populaires ont semblé chercher autre chose que des satisfactions immédiates. Il s'est produit dans les esprits un ravage moral profond et considérable. On a voulu persuader les ouvriers que les usines, les magasins sont des biens collectifs dont ils doivent s'instituer les gardiens... »

L'ordre moral de Vichy va effacer tout cela. Il n'est pas accueilli seulement comme une revanche sur le Front populaire, mais comme une entreprise de régénération de la nation, de légitimation du pouvoir patronal et de la domination de classe de la grande bourgeoisie. Ceux-là mêmes qui pensaient quelques années auparavant : « Plutôt Hitler que le Front populaire » deviennent tout naturellement pétainistes et se montrent prêts à la collaboration économique. Certes, le pétainisme du patronat donne lieu à toute une gamme de nuances : « Pétain moindre mal », « Pétain double jeu », « Pétain garant de l'unité française ». Il reste qu'élite et notables, grande bourgeoisie et patronat apportent dès le premier jour leur adhésion à « l'ordre nouveau » et applaudissent aux structures politiques mises en place par Vichy. Les patrons du

Louis Lallemand. Archives Liberté.



Nord n'éprouveront aucun scrupule à faire tourner leurs usines pour les Allemands.

Après la guerre, beaucoup tenteront de se justifier en affirmant qu'ils ont été contraints de satisfaire les exigences de l'occupant. Mais la profonde satisfaction avec laquelle ils ont accueilli cet « ordre nouveau », qui supprime les syndicats et les partis ouvriers, qui assure la domination des classes possédantes, contredit la notion de contrainte. Les procès en collaboration économique qui auront lieu en 1945-1946, les documents recueillis par la Commission départementale d'épuration du Nord, révèlent d'ailleurs que nombre de grandes firmes ont multiplié les offres de production pour l'Allemagne. Le pétainisme et la collaboration ont été des démarches naturelles pour le patronat du Nord. Aussi, dès les premiers mois, la classe ouvrière lui fait-elle le double grief de vouloir prendre sa revanche sur le Front populaire et de mettre ses usines au service de l'Allemagne hitlérienne. Du même coup, les luttes sociales vont prendre une dimension supplémentaire. La lutte pour de meilleures conditions de vie et de travail, c'est aussi la lutte contre ceux qui servent l'occupant. Dans cette situation, tout conflit du travail va acquérir une dimension nationale. L'attitude du patronat accentue les clivages sociaux et nationaux. Dans le Nord-Pas-de-Calais, plus encore qu'ailleurs, la Résistance populaire aura un fort contenu social.

En même temps que le patronat, la hiérarchie catholique pèse de tout son poids pour tenter de faire accepter par les populations du Nord-Pas-de-Calais le pétainisme et son « ordre nouveau ». Quatre évêques assurent la direction spirituelle de la région : le cardinal Liénart, évêque de Lille, Mgr. Chollet, archevêque de Cambrai et son coadjuteur, Mgr Guerry, Mgr Duthoit, évêque d'Arras. Entre le programme de Vichy et les enseignements de l'Église, les évêques établissent une identité totale. Dans des lettres pastorales lues dans les églises en juillet 1940, ils apportent leur soutien à Pétain et affirment leur loyalisme à l'égard du nouveau régime. Ce régime autoritaire masquant derrière ses principes moraux la dictature d'un État fascisant comble d'aise l'Église tout autant que le patronat. Il dénonce l'athéisme, l'école laïque, le Front populaire, le communisme comme responsables du malheur de la France. Il réintroduit à l'école publique l'enseignement des « devoirs envers Dieu », institue des heures scolaires d'enseignement religieux, donne aux communes la faculté de financer les écoles privées, supprime les écoles normales d'instituteurs, foyers du laïcisme.

Pétainiste dès la première heure, le cardinal Liénart le restera jusqu'au bout. Il témoignera seulement d'une certaine prudence dans l'expression de son soutien politique à Vichy et pour ne pas heurter la grande masse des catholiques hostiles à la politique du maréchal Pétain. Dans sa lettre pastorale de juillet 1940, il écrit : « Le maréchal a fondé son pouvoir sur Dieu, comme il a dans ses desseins le contenu chrétien des idées de travail, de famille et de patrie quand il établit sur elles les bases de la nouvelle Constitution française. » Dans une nouvelle lettre, le 25 octobre 1940, il demande aux catholiques « d'être loyaux envers l'autorité légitime » car « sur ce point, les esprits sont égarés dans notre région

2 juin 1940 : Hitler visite les tranchées canadiennes à Vimy. DR.



par la propagande anglaise ». Ces sentiments sont partagés par l'ensemble de la hiérarchie. Ils heurtent la conscience de nombreux fidèles. Dans les milieux catholiques, la Résistance se fera en dehors de la hiérarchie, sinon contre elle.

## Les premiers pas du Parti communiste

Deux jours après son arrivée à Lille, Martha Desrumeaux trouve refuge à Comines où elle est hébergée pendant plusieurs semaines. C'est là que Siméon Leroy, ancien responsable des Jeunesses communistes, averti de son retour, vient aux nouvelles. Martha le charge d'une première mission : se renseigner sur le sort de Joseph Hentges, le maire destitué d'Hellemmes, membre du secrétariat fédéral, l'avertir de son retour. Joseph Hentges est chez lui. Il répond à la demande de Martha chez qui il se rend avec Siméon Leroy. C'est la première réunion du Parti communiste dans le Nord occupé. Martha dresse avec ses deux interlocuteurs une première liste de militants avec qui Siméon est chargé de reprendre contact. En quelques jours, la liaison est rétablie avec Paul Merlen à Lille, Georges Planquart à Fives, Gustave Casier à Halluin, Émile Patiniez à Lomme et avec un groupe de la Jeunesse communiste qui s'est constitué à Lille avec René Denys, Roger Miellet et Gilberte Renard.

Vers le 20 juin, Martha Desrumeaux tient une réunion chez Paul Merlen qui habite rue Maheu dans le quartier Saint-Sauveur. Sont présents : Paul Merlen, Joseph Hentges, Siméon Leroy, Gustave Casier, Maurice Hiver et Georges Planquart. Il apparaît à tous que le plus pressé est de poursuivre le regroupement des communistes de la région lilloise et d'étendre la reprise des contacts au bassin minier et industriel ainsi qu'au Pas-de-Calais. Siméon Leroy est chargé de ce travail. Pendant des semaines, il va sillonner le Nord à bicyclette pour dresser l'inventaire des militants disponibles. Il est aidé dans cette tâche par sa femme, Jeanne Colette, secrétaire de l'Union des jeunes filles de France, et plusieurs responsables de cette organisation. Dans ce travail de recensement des membres du Parti communiste disponibles et décidés à reprendre l'action, les femmes et les jeunes filles sont aux premiers rangs.

Une deuxième décision est prise : celle de faire paraître au plus vite *l'Enchaîné*. Martha, Hentges et Casier sont chargés de rédiger les articles. Pour l'impression, deux ronéos sont disponibles, mais il a été impossible de se procurer du papier. Merlen indique qu'avant la débâcle, il en a déjà obtenu par l'intermédiaire d'un ami particulièrement débrouillard, Mimir, et qu'il l'a rencontré quelques jours plus tôt. C'est Martha elle-même qui va trouver Mimir. Elle insiste sur l'urgence. Elle repart avec une assurance formelle. « Ne t'inquiète pas, ma grande. Tu l'auras ton papier. Passe après-demain Chez Victor. »



Deuxième numéro de l'Enchaîné paru sous l'occupation allemande, début juillet 1940. Archives Liberté.

Brochure éditée et diffusée en août 1940 par le PCF en direction des mineurs. Archives Liberté.



Le surlendemain, Martha retrouve Mimir *Chez Victor*, un café de la rue d'Esquermoise à Lille. Il a récupéré un stock de papier, mais c'est du papier boucherie destiné à l'emballage de la viande. Ce n'est pas l'idéal, il faut pourtant s'en contenter. Une partie du tirage se fait à Armentières, l'autre à Lézennes vers le 25 juin. Paru avec des moyens de fortune et sur du papier boucherie, *l'Enchaîné* porte le numéro 9 car huit autres numéros ont été publiés clandestinement depuis l'interdiction de la presse communiste par le gouvernement Daladier à la fin août 1939.

Ce numéro 9 est le premier journal clandestin paraissant dans le Nord-Pas-de-Calais sous l'occupation allemande. Rédigé au moment de l'armistice du 21 juin dans la situation confuse qui suit l'effondrement militaire et politique de la France, il s'en tient à trois grands thèmes : ceux qui à Munich ont trahi la France et la paix sont responsables de la guerre, de la défaite et de l'invasion. Ils ont des comptes à rendre ; le Parti communiste est toujours là. Il a vu clair et sa politique aurait sauvé le pays. Aucune répression n'a pu l'abattre parce qu'il est le parti du peuple et de l'avenir ; les populations laborieuses du Nord-Pas-de-Calais connaissent de très grandes difficultés. Devant l'incapacité des pouvoirs publics à faire face à la situation, les travailleurs doivent s'unir autour du Parti communiste pour organiser la lutte contre la misère.

A la fin juin, Martha rétablit le contact avec Germinal Martel dans le Douaisis, Henri Fiévez dans le Valenciennois et, dans le Pas-de-Calais, avec Felix Cadras qui, avant la dissolution du parti, travaillait à la section d'organisation du Comité central. Dans son département, Cadras qui dans le courant de juillet sera appelé à Paris à une tâche de direction nationale a déjà regroupé quelques militants, notamment Julien Hapiot, Julien Lhommet, Louis Galot, René Butel, Paul Dubois. Le 17 juillet, les progrès dans la reconstitution du Parti communiste permettent à Martha Desrumeaux de tenir à Templeuve, dans la ferme de Janvier Courtecuisse, une réunion du premier collectif formant la direction fédérale. Ce collectif regroupe une dizaine de militants : Martha, Joseph Hentges, Siméon Leroy, Émile Patiniez, Germinal Martel, Henri Fiévez, Gustave Casier et, pour le Pas-de-Calais, Julien Hapiot et Louis Moison. Le cloisonnement et le système des triangles ne sont pas encore mis au point. Pour les réunions d'un nombre relativement important de participants, il faut une localité tranquille et des maisons isolées. Templeuve à quinze kilomètres de Lille offre de bonnes conditions. Dans cette localité, la maison d'Alphonse Herbaut et la ferme de Janvier Courtecuisse abritent les premières réunions de la direction fédérale reconstituée.

Henri Fiévez a gardé un souvenir précis de la réunion du 17 juillet chez Janvier Courtecuisse. Ce jour-là ils fêtèrent ensemble l'anniversaire de Joseph Hentges. « Nous étions tous réunis quand Janvier a apporté une bouteille de vin blanc en disant : "Bon anniversaire Joseph." Ce dernier avait complètement oublié que ce jour était celui de ses soixante-cinq ans. »

La réunion de Templeuve marque la reconstitution des directions fédérales dans le Nord et le Pas-de-Calais. Dans ce département, après le retour à Paris de Felix Cadras, la direction est confiée à

Julien Hapiot qui, dans les premières semaines, est responsable à la fois du parti (jusqu'au retour de Lecœur en août) et de la Jeunesse communiste. En juillet 1940, il a déjà reconstitué autour de lui une direction de cette organisation avec Louis Moison, mineur à Auchel, Benoît Barbier, André Lestienne de Nœux-les-Mines, Michel Brûlé de Montigny-en-Gohelle. Il a fait de même pour le parti avec Charles Debarge de Harnes, René Lelong, coiffeur à Cauchy-la-Tour, Joseph Mattei d'Annay-sous-Lens, Maurice Copin et Paul Dubois de Carvin, Roland Evrard de Courrières, Julien Lhommet de Sallaumines. En juillet-août paraissent les premiers numéros de *la Vérité*, journal clandestin des communistes de Harnes, Courrières et Oignies. A Carvin qui va devenir un solide point d'ancrage du PCF, la première réunion organisée par Paul Dubois se tient chez Alexandre Lannoy, rue d'Annœullin et les suivantes chez Loguet et chez Queva. La section est en possession d'une ronéo qu'elle installe chez un mineur retraité Henri Simon. Dans l'été 1940, elle édite son journal *l'Espoir*.

Dans la deuxième quinzaine de juillet, le Parti communiste se structure dans le bassin minier du Nord. Martha Desrumeaux tient une réunion à Dechy dans l'arrière-salle d'un café et une seconde début août dans une ferme de Flines-lez-Râches. Au cours de cette réunion est élaboré le contenu d'une brochure destinée aux mineurs et qui paraîtra en août. La direction du Douaisis est confiée à un collectif comprenant Germinial Martel, Jules Domisse (maire destitué d'Aniche), Léon Chantreau, Léon Dumoutiez, Jules Bridoux, Emmanuel Charlet.

Au même moment, Henri Fiévez réunit pour le Valenciennois : Eugène Thiémé, Jules Boussingault, Edmond Devos, Léon Strady et Edmond Cher. Le 27 juillet à Denain, au cours des funérailles d'Émile Leprêtre, trésorier avant guerre de la section communiste, Henri Fiévez fait devant un millier de personnes l'éloge du militant communiste et par la même occasion rend hommage au Parti communiste.

Depuis la fin juin, une liaison régulière est établie entre Martha Desrumeaux et Jacques Duclos à Paris. La responsabilité de cette liaison est confiée à Henri Colette. Le passage de la ligne de démarcation de la zone interdite sur la Somme s'effectue grâce aux cheminots communistes de Longueau. C'est Jean Catelas, député de la Somme, membre du Comité central, qui a mis au point un système avec Armand Duvivier. Colette et les différents courriers qui travaillent avec lui passent dans les trains de marchandises installés dans la guérite du serre-frein.

La fille d'Henri Colette, Jeanne, reçoit une mission particulière. Le Parti communiste français est membre de l'Internationale communiste. Celle-ci a une antenne clandestine à Bruxelles, dirigée par Eugène Fried — Clément. On confie à Jeanne Colette la mission d'assurer la liaison entre Clément et Jacques Duclos.

« C'est à la fin du mois de juin 1940, dit-elle, que ce travail m'a été confié. La liaison se faisait selon un système de relais. Clément faisait transmettre sa correspondance avec Duclos chez un camarade belge de Requem : Théo Volkaert. Celui-ci me la transmettait à Mouscron où j'avais loué un appartement, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un camarade de Mouscron : Achille